

LE SINAÏ ET SON TRAFIC D'ETRES HUMAINS, LA VIOLENTE DERIVE D'UNE PENINSULE INSTABLE

|| AGATHE LE GAL – AOUT 2016



Institut Méditerranéen de Défense et de Sécurité

Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que leur auteure et ne reflètent pas nécessairement les vues et positions de l'Institut FMES.

RESUME - *ABSTRACT*

Alors que le Sinaï et sa population sont délaissés depuis un certain moment par le pouvoir central égyptien, la péninsule est depuis quelques temps le théâtre de vives tensions et de nombreuses difficultés sur le plan sécuritaire. Les attentats de groupes terroristes se multiplient, tandis que les nombreux flux (marchandises, drogues, armes, êtres humains, etc.) plus ou moins légaux se développent. Espace tampon et instable entre l'Égypte et Israël, le Sinaï est donc devenu dans le temps une véritable zone de non-droit. Ce vide géographique et sécuritaire a également permis au Sinaï de devenir la scène d'un trafic d'êtres humains effroyable et pourtant largement méconnu concernant des migrants subsahariens, en particulier Érythréens, depuis le milieu des années 2000. Comment peut-on expliquer que ce trafic, au sein même de la péninsule du Sinaï, constitue l'une des plus grandes traites d'êtres humains contemporaines ? Cet article aura pour objet de s'interroger sur ce trafic afin d'en connaître les causes, les faits et les conséquences, mais également de tenter d'expliquer les raisons pour lesquelles le Sinaï en est le théâtre.

* * * *

While the Sinai and its population are giving up for a long time by the Egypt's central authority, the Peninsula is the field of tension and many difficulties in terms of security for a while. The attacks of terrorist groups multiply, whereas many flows (drugs, weapons, humans, etc.) more or less legal grow. The Sinai is a buffer space and unstable zone between Egypt and Israel, and has become over time a real lawless area. This geographical and security empty space has also enabled the Sinai to become the scene of a terrible human trafficking since the mid-2000s, yet considerably unknown. This trafficking concerns Sub-Saharan migrants, especially Eritreans. How can we explain this sordid trade within the Sinai Peninsula is one of the major contemporary human trafficking? This article will question this trafficking in order to know the causes, facts and consequences, but also try to explain why Sinai is the theatre.

SOMMAIRE

Introduction	5
Le trafic d'êtres humains au Sinaï, une réalité barbare	7
« L'une des crises humanitaires les moins documentées au monde »	7
Un trafic lucratif et barbare	9
Les processus de libération et les solutions au trafic.....	11
Le Sinaï, une zone de non-droit propice aux trafics	13
Un espace géostratégique mais laissé pour compte	13
Vide sécuritaire et radicalisation religieuse.....	14
Conclusion	17
Annexes	18
Bibliographie	20

|| INTRODUCTION

En novembre 2015, après plusieurs jours d'attente, la Russie a confirmé que le crash du vol A321 dans le Sinaï égyptien était bel et bien un attentat. Dès les premiers jours, le groupe terroriste de l'État Islamique (EI) en Égypte avait revendiqué l'opération ayant coûté la vie à 244 personnes. Cet événement tragique complète la liste déjà longue des attentats perpétrés par différents groupes terroristes dans le Sinaï depuis plusieurs années.

Qualifiée par certains analystes de « nouvel Afghanistan du djihadisme international »¹, la péninsule du Sinaï est en effet depuis plusieurs années en proie à de vives tensions et à de nombreuses difficultés sur le plan sécuritaire. D'après Ivan Sand, ce parallèle avec l'Afghanistan se fonde sur « *une certaine convergence idéologique des groupes du Sinaï avec la mouvance terroriste internationale et la possession d'armes lourdes, permettant de faire face à l'intervention d'une armée nationale* »².

Le Sinaï et sa population sont délaissés depuis un certain temps par le pouvoir central égyptien. Les révoltes arabes de 2011, le départ de Hosni Moubarak, l'arrivée puis le renversement de Mohammed Morsi, ont amplifié cet abandon et cette dégradation sécuritaire. La région est devenue une zone de combat pour plusieurs groupes terroristes, en plus d'être une zone de transit pour de nombreux flux (marchandises, drogues, armes, êtres humains, etc.) plus ou moins légaux.

Le Sinaï est donc devenu dans le temps une véritable zone de non-droit. Il faut notamment remonter aux accords de paix de 1979 entre l'Égypte et Israël pour identifier les vecteurs de cette instabilité structurelle. Les accords de Camp David ont en effet entraîné un retrait de l'armée égyptienne et une démilitarisation du Sinaï, qui sera entièrement restitué à l'Égypte en 1982. Très sensible aux nombreux soubresauts géopolitiques de la région, le Sinaï est devenu une région sous tension. La faible présence de l'armée rend la péninsule propice aux trafics et à la violence, d'autant plus que le gouvernement central égyptien n'a pas rempli tous ses objectifs de développement de la région.

Mais la typologie géographique et démographique du Sinaï explique également son instabilité. Bordé par le canal de Suez, la Mer Rouge et la Méditerranée, le Sinaï constitue un intérêt stratégique et sécuritaire, autant pour l'Égypte que pour Israël.

¹ Sand Ivan, « Relations internationale 01/2014 – Rapprochement entre l'Égypte et Israël sur la question du Sinaï ? », *DiploWeb* (en ligne), 02/01/2014, consulté le 18/08/2016, <http://www.diploweb.com/Relations-internationales-01-2014.html>

² Sand Ivan, « La place du Sinaï au sein des rivalités en Égypte (2011 – 2013) », *Confluences Méditerranées* 2014/4, n°91, p.143 – 163

La péninsule a une superficie de 60 000 km² et comprend près de 700 000 habitants³. Ce territoire, qui représente 6% du pays, est principalement désertique et accueille une majorité de Bédouins.

Zone tampon et instable entre l'Égypte et Israël, ce vide géographique et sécuritaire a permis au Sinaï de devenir un espace de transit et de trafic important. Mais selon Marie Kostrz, dans un article du Monde Diplomatique, « *le Sinaï, terre historique de trafic qui relie l'Afrique à l'Asie, est devenu le royaume de tous les possibles* »⁴ depuis quelques temps. La péninsule est en effet la scène d'un trafic d'êtres humains effroyable et pourtant largement méconnu concernant des migrants subsahariens depuis le milieu des années 2000. Ces derniers sont kidnappés sur le chemin vers Israël par des passeurs peu scrupuleux et retenus en otage dans des conditions inhumaines. Ils sont ensuite torturés parfois jusqu'à la mort afin de leur soutirer de l'argent.

Comment peut-on expliquer que ce trafic, au sein même de la péninsule du Sinaï, constitue l'une des plus grandes traites d'êtres humains contemporaines ? Cet article aura pour objet de s'interroger sur ce trafic afin d'en connaître les causes, les faits et les conséquences, mais également de tenter d'expliquer les raisons pour lesquelles le Sinaï en est le théâtre.

³ Sand Ivan, « Relations internationale 01/2014 – Rapprochement entre l'Égypte et Israël sur la question du Sinaï ? », *DiploWeb* (en ligne), 02/01/2014, consulté le 18/08/2016, <http://www.diploweb.com/Relations-internationales-01-2014.html>

⁴ Kostrz Marine, « Le Sinaï, épine dans le pied de l'Égypte », *Le Monde Diplomatique* (en ligne), février 2012, consulté le 17/08/2016, <https://www.monde-diplomatique.fr/2012/02/KOSTRZ/47319>

|| LE TRAFIC D'ETRES HUMAINS AU SINAÏ, UNE REALITE BARBARE

« L'UNE DES CRISES HUMANITAIRES LES MOINS DOCUMENTEES AU MONDE »

C'est par ces termes⁵ que le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) a qualifié le trafic d'êtres humains sordide qui se déroule actuellement, mais silencieusement, dans le Sinaï.

Depuis le début des années 2000, de nombreux demandeurs d'asile subsahariens (Sud-Soudanais et Érythréens principalement) empruntent la route vers Israël dans le but de fuir leurs conditions de vie souvent synonymes de violations de leurs droits humains et de persécutions religieuses ou ethniques. Entre 2007 et 2012, « 62 000 clandestins ont ainsi rallié l'État hébreu selon les autorités égyptiennes », d'après Baptiste de Cazenove, dans un article du journal Libération.

Ce phénomène d'une ampleur considérable débute notamment en 2007, lorsque la route vers Israël devient un véritable eldorado. Les routes migratoires au départ de l'Afrique de l'Est se sont progressivement orientées vers Israël. L'État hébreu est en effet très prisé car il est considéré comme une porte vers la démocratie et la prospérité économique et sociale pour des migrants désœuvrés.

En 2009, le gouvernement israélien va prendre des mesures radicales afin de lutter contre ces flux de réfugiés indésirables et qualifiés d'« infiltrés ». Tel-Aviv va entreprendre la construction d'une barrière de 240 kilomètres de long (sur ses 266 kilomètres de frontière) et de cinq mètres de haut le long de sa frontière avec le Sinaï égyptien, afin d'empêcher les migrants d'entrer sur son territoire. A l'été 2013, la barrière construite par Israël est achevée. En quelques années, la frontière israélienne va donc évoluer d'une frontière poreuse à une clôture quasi hermétique. A partir de cette époque, les flux de migrants vont donc se tarir profondément à la frontière israélo-égyptienne. Ils étaient près de 10 000 migrants à la franchir en 2012, ils ne seront plus que 35 en 2013⁶.

Mais la construction de cette clôture marque aussi le début d'un trafic bien plus sordide dans le Sinaï. En effet, pour compenser leur manque à gagner, les passeurs et les trafiquants vont se lancer dans un nouveau commerce. Les migrants subsahariens victimes de ce trafic sont Somaliens, Éthiopiens, ou Soudanais, mais la grande majorité d'entre eux sont Érythréens.

⁵ De Cazenove Baptiste, « Sinaï, le désert des tortures », *Libération* (en ligne), 10/01/2014, consulté le 17/08/2016, http://www.liberation.fr/planete/2014/01/10/sinai-le-desert-des-tortures_971955

⁶ De Douhet Marie, « Le Sinaï, tombeau des migrants vers Israël », *Le Point* (en ligne), 30/08/2014, consulté le 16/08/2016, http://www.lepoint.fr/monde/camps-de-torture-et-traffic-d-etres-humains-dans-le-sinai-30-08-2012-1500838_24.php

L'Érythrée est aujourd'hui un État internationalement isolé par son Président Isayas Afewerki. Le régime totalitaire gouverne le pays d'une main de fer depuis plus de vingt ans sans aucune consultation populaire, ce qui a conduit plusieurs ONG et médias à renommer le pays « Corée du Nord de l'Afrique »⁷. Le service militaire est obligatoire et à durée indéterminée pour des milliers d'hommes et de femmes de 17 à 50 ans. La répression est également omniprésente. Les Érythréens qui osent parler ou s'opposer au régime sont rares dans ce pays où les arrestations arbitraires, les détentions, la torture, les exécutions sans procès, etc. sont monnaie courante. Le régime persécute également certains groupes sociaux, religieux ou ethniques du pays. De plus, la pauvreté et la situation alimentaire ne font que s'aggraver et les perspectives de croissance économique et de développement sont au point mort, ce qui fait de l'Érythrée un des pays les plus pauvres de l'Afrique.

Tout cela pousse de nombreux Érythréens à fuir leur pays, sa misère et sa féroce répression, à leurs risques et périls. En effet, d'après un rapport de Human Rights Watch⁸, depuis 2004, plus de 200 000 Érythréens ont fui leur pays afin de se réfugier dans des camps mis en place dans des zones frontalières, notamment au Nord de l'Éthiopie et à l'Est du Soudan. Mais ces réfugiés érythréens n'ayant aucune perspective d'avenir dans ces camps ou dans leurs environs, des milliers d'entre eux font alors appel aux services de passeurs afin de migrer vers Israël en passant par le Sinaï.

C'était le cas jusqu'en 2010, lorsque « *le prix d'un voyage entre le Soudan et la frontière israélienne était de 1 000 dollars environ* »⁹ selon David Lagarde, volontaire au sein du réseau euro-africain de défense du Droit des Migrants Migreurop. Mais l'augmentation du nombre de candidats à la migration ont fait grimper le prix du voyage. Dans le même temps, la création de la clôture à la frontière israélo-égyptienne par Tel-Aviv ont dissuadé de nombreux Érythréens à effectuer le voyage. De ce fait, les passeurs, qui avaient développé un marché lucratif, ont trouvé d'autres solutions afin de combler leurs pertes économiques.

⁷ Massiot Aude, « L'Érythrée, Corée du Nord de l'Afrique », *Libération* (en ligne), 16/06/2015, consulté le 19/08/2016, http://www.liberation.fr/planete/2015/06/16/l-erythree-coree-du-nordde-l-afrique_1331029

⁸ Human Rights Watch, « Egypt/Sudan: Traffickers Who Torture », 11/02/2014, consulté le 18/08/2016, <https://www.hrw.org/news/2014/02/11/egypt/sudan-traffickers-who-torture>

⁹ Lagarde David, « Trafic d'êtres humains entre le Soudan et le Sinaï », *Le Huffington Post* (en ligne), 15/05/2012, consulté le 16/08/2016, http://www.huffingtonpost.fr/david-lagarde/soudan-sinaï-egypte-erythree-traffic-etre-humains_b_1518023.html

UN TRAFIC LUCRATIF ET BARBARE

Dès 2010, les passeurs ont commencé à prendre en otage les réfugiés érythréens qui tentaient la traversée du Sinaï. Puis, peu à peu, ces mêmes passeurs ont commencé à kidnapper des réfugiés à proximité voire à l'intérieur des camps de réfugiés au Soudan et en Éthiopie. De ce fait, des migrants érythréens sur leur route vers Israël, mais aussi et surtout des réfugiés dans des camps de l'UNHCR qui n'avaient pas pour projet de migrer vers l'État hébreu, se sont retrouvés en captivité contre leur gré dans le Sinaï égyptien.

Ce sont des membres issus principalement de la tribu des Rashaida qui kidnappent les Érythréens au Soudan, une fois qu'ils ont franchi la frontière de leur pays d'origine ou bien au sein ou à proximité des camps de réfugiés de l'UNHCR. Les Rashaida sont une tribu arabe installée en majeure partie en Érythrée et au Nord-Est du Soudan, et peu intégrés aux autres groupes ou tribus de la région. Ces kidnappings leur procurent des revenus importants en vendant les Érythréens à d'autres tribus en Égypte. Les otages Érythréens sont en effet monnayés à d'autres tribus de bédouins égyptiens, qui les amènent dans des camps isolés du Sinaï. Ces derniers se chargent alors de les torturer pour leur soutirer de l'argent par divers moyens.

Mais d'autres acteurs participent aussi à ce trafic. En effet, de nombreux témoignages de rescapés érythréens ont mentionné la présence d'officiels soudanais mais aussi égyptiens dans ce trafic, tels que des militaires, des policiers et des membres des forces de sécurité. Ces individus facilitent le passage des kidnappeurs aux postes de frontières ou à d'autres endroits, en échange d'une rémunération. Human Rights Watch déclare dans un de ses rapports sur le sujet¹⁰ :

« Certaines victimes ont également signalé qu'elles avaient constaté que des agents égyptiens de la sécurité étaient de mèche avec les trafiquants aux postes de contrôle entre la frontière soudanaise et le canal de Suez en Égypte (...), dans des repaires de trafiquants, aux postes de contrôle dans les villes du Sinaï, et à proximité de la frontière israélienne. »

Selon Meron Estefanos, une activiste érythréenne et cofondatrice du Mouvement érythréen pour la démocratie et les droits de l'homme (EMDHR) basé en Suède, la complicité entre certaines instances corrompues et les passeurs ne fait aucun doute. Dans un article du magazine Le Point, elle déclare : *« Au Soudan par exemple, la plupart des gens que nous avons interviewés ont été kidnappés par des soldats qui étaient censés les conduire dans des camps de réfugiés. Au lieu de cela, ils les ont*

¹⁰ Human Rights Watch, « Egypt/Sudan: Traffickers Who Torture », 11/02/2014, consulté le 18/08/2016, <https://www.hrw.org/news/2014/02/11/egypt/sudan-traffickers-who-torture>

vendus aux Bédouins »¹¹. D'après ses sources, ces agents corrompus toucheraient entre 200 et 2 000 euros par personne.

Une fois les Érythréens vendus aux Bédouins égyptiens, ces derniers vont donc les tenir captifs dans des « maisons de torture » appelées *makhzans*, ce qui signifie « geôles », dans le Sinaï égyptien. Les prisonniers y sont enchaînés dans des conditions inhumaines et torturés quotidiennement, plusieurs fois par jour, afin de leur soutirer de l'argent. Les trafiquants bédouins réclament des rançons exorbitantes, comprises entre 30 000 et 60 000 dollars par prisonnier.

Les trafiquants se sont progressivement spécialisés dans le kidnapping des Érythréens en particulier, car ils se sont rendus compte que la manne financière qu'ils pouvaient en tirer était plus importante qu'avec d'autres nationalités d'Afrique subsaharienne. En effet, les Érythréens constituent la principale population en fuite dans la Corne de l'Afrique. Et malgré la pauvreté évidente du pays, l'Érythrée dispose d'une diaspora très importante et bien installée à l'étranger, notamment en Europe occidentale et en Israël. Les Érythréens et ceux installés à l'étranger étant très solidaires entre eux, les trafiquants essayent de soutirer le plus d'argent possible. Toute la communauté érythréenne se mobilise pour récolter la somme. Les individus se ruinent sur plusieurs générations, ce qui déstructure en profondeur la communauté. Les rescapés du Sinaï, lorsqu'ils s'en sortent, vivent alors avec un fardeau et la culpabilité d'avoir détruit financièrement leur entourage.

Pour extorquer de l'argent, la technique des tortionnaires est perverse : pendant qu'ils torturent la victime, ils appellent en même temps un membre de la famille afin de faire pression pour que l'argent soit versé le plus rapidement possible. Les cris et la douleur de la victime ont pour objectif de provoquer l'émotion et une sorte de torture psychologique afin d'amener la famille à récolter l'argent plus rapidement. Une fois l'argent récolté, il est transmis aux trafiquants *via* des entreprises spécialisées dans le transfert d'argent comme la Western Union. Mais une fois la rançon transférée, rien ne permet de s'assurer que les trafiquants vont bien libérer l'otage. Si la famille n'arrive pas à récolter la somme demandée, ou si le laps de temps est trop important, l'otage peut être tué ou bien mourir de ses blessures. Dans ce cas, un autre trafic s'opère pour les geôliers, celui d'organes.

Les conditions de vie des otages et les techniques de torture sont tellement inhumaines et cruelles qu'elles provoquent parfois la mort de la victime. Au mieux, s'ils sont libérés, les rescapés du Sinaï garderont malgré tout des mutilations physiques et des séquelles psychologiques très profondes. En plus des conditions inhumaines dans lesquelles vivent les otages, les tortures sont multiples et très

¹¹ De Douhet Marie, « Le Sinaï, tombeau des migrants vers Israël », *Le Point* (en ligne), 30/08/2014, consulté le 16/08/2016, http://www.lepoint.fr/monde/camps-de-torture-et-traffic-d-êtres-humains-dans-le-sinaï-30-08-2012-1500838_24.php

violentes. Les victimes, hommes et femmes, subissent des viols, des brûlures, des passages à tabacs, des séances de suspension au plafond, des privations de sommeil, etc. Les brûlures sont notamment une des techniques particulièrement employées au Sinaï, à l'aide principalement de plastique fondu ou d'eau bouillante.

LES PROCESSUS DE LIBERATION ET LES SOLUTIONS AU TRAFIC

Bien souvent, malgré leur libération, le calvaire des otages Érythréens ne s'arrête pas là. Même si la rançon a été transférée à leurs geôliers, certains décèdent des suites de leurs blessures ou bien sont revendues à d'autres Bédouins. Au final en 2014, on estimait que ce trafic avait fait plus de 5 000 morts, 15 000 disparus et 25 000 survivants en 5 ans ¹².

D'autres victimes sont, quant à elles, abandonnées dans le désert du Sinaï, où elles sont la plupart du temps récupérées par la police ou l'armée égyptienne. Pour eux, la route vers la liberté est encore longue. En effet, les autorités égyptiennes arrêtent les Érythréens afin de les expulser et les renvoyer dans leur pays d'origine. Ils sont en effet considérés par les autorités égyptiennes comme des « infiltrés » et non des demandeurs d'asile, car ils sont rentrés de façon irrégulière, sans papiers, sur le territoire égyptien. Beaucoup d'entre eux se retrouvent donc incarcérées dans les prisons égyptiennes avant d'être renvoyés dans leur pays, au mépris du respect de la Convention de Genève de 1951 relative au statut des réfugiés.

Si les victimes des trafiquants arrivent à survivre et à garder leur liberté, elles se retrouvent pour la plupart au Caire, où elles sont prises en charge par des ONG. Mais leur réintégration est très longue en raison notamment de leurs profondes séquelles.

Des associations et des ONG en Égypte et à l'étranger comme Human Rights Watch, ainsi que d'autres personnalités, se chargent de prendre en charge les rescapés du Sinaï et de médiatiser le phénomène. C'est le cas notamment de Meron Estefanos, cofondatrice du Mouvement érythréen pour la démocratie et les droits de l'homme (EMDHR) et journaliste érythréenne vivant en Suède.

Des ONG, des organismes de défense des droits humains, des journalistes, des universitaires, etc. ont donc publié et médiatisé ce sordide trafic. Mais malgré cela, peu de choses ont été réalisées en Égypte, en Israël, ou plus largement par la communauté internationale.

¹² De Cazenove Baptiste, « Sinaï, le désert des tortures », *Libération* (en ligne), 10/01/2014, consulté le 17/08/2016, http://www.liberation.fr/planete/2014/01/10/sinai-le-desert-des-tortures_971955

Le gouvernement égyptien, en refusant d'octroyer le statut de demandeur d'asile et de réfugié à ces individus victimes de la barbarie de certaines tribus du Sinaï, et en niant la réalité du trafic et des tortures, font donc preuve d'un attentisme total. Les nombreuses personnes impliquées dans ce trafic, officiels ou Bédouins, n'ont été que très rarement inquiétées par la justice égyptienne. La réalité de ce trafic a longtemps été niée par le président Hosni Moubarak, et la révolution égyptienne et les changements qui s'en sont suivis depuis n'ont pas arrangé les choses.

Le Soudan quant à lui est ce que l'on peut appeler un « État failli »¹³. De ce fait, il semble évident que le gouvernement n'a pas assez de moyens pour lutter contre ce trafic d'êtres humains perpétrés par les Rashaida, et encore moins pour subvenir aux besoins de protection des Érythréens, en raison de la situation interne du pays déjà très complexe et tendue.

Israël a davantage une logique de sécurisation et de fermeture de sa frontière avec le Sinaï égyptien. Depuis la construction de sa clôture, « *plus aucun migrant ou réfugié ne vient volontairement dans le Sinaï* » explique Heba Morayef, directrice en Égypte de Human Rights Watch¹⁴. Tel-Aviv ne prend donc aucune mesure car l'État hébreu ne semble pas s'estimer responsable du trafic qui s'opère dans la péninsule.

Au sein de l'Union européenne, une résolution au Parlement européen du 13 mars 2014 a été adoptée sur la traite des êtres humains au Sinaï. Cela a permis d'informer et de prendre conscience du phénomène, mais au final, au même titre qu'à l'échelle de la communauté internationale, peu de choses ont été réalisées afin de trouver des solutions à ce sordide trafic.

¹³ État failli : « État qui s'avère incapable d'exercer les missions qui sont les siennes, tant dans les domaines régaliens (contrôle du territoire, sécurité des biens et des personnes, exercice de la justice), que dans ceux de la délivrance des services économiques et sociaux à la population » (cf. Jean-Bernard Véron, *La Somalie: cas d'école des États dits "faillis"*).

¹⁴ De Cazenove Baptiste, « Sinaï, le désert des tortures », *Libération* (en ligne), 10/01/2014, consulté le 17/08/2016, http://www.liberation.fr/planete/2014/01/10/sinai-le-desert-des-tortures_971955

|| LE SINAÏ, UNE ZONE DE NON-DROIT PROPICE AUX TRAFICS

UN ESPACE GEOSTRATEGIQUE MAIS LAISSE POUR COMPTE

Au stade actuel, les différentes solutions proposées pour faire cesser cette cruelle traite d'êtres humains semblent compromises et peu avancées. La situation même du Sinaï explique cela en grande partie.

Tout d'abord, le Sinaï constitue un espace géostratégique du fait de son cloisonnement entre différentes mers et pays d'une grande importance dans la région. Pour autant, le Sinaï également un vaste territoire désertique et à la fois montagneux de près de 60 000 km², et de ce fait, difficilement contrôlable dans sa totalité.

Longtemps convoité par Israël, le Sinaï est sous contrôle du Caire depuis 1982 suite aux accords de paix avec l'État hébreu. Mais ces mêmes accords ont aussi conduit à une démilitarisation d'une partie du Sinaï. Le relatif abandon du Sinaï s'explique donc par le fait que la péninsule est un espace de non-droit. Les forces armées égyptiennes y avaient très peu de pouvoir et étaient absentes à certains endroits, bien que cela évolue depuis quelques temps. C'est pourquoi, en proie à des luttes de pouvoir, à de nombreux conflits, et du fait de sa typologie géographique particulière, le développement de la péninsule a connu de profondes difficultés.

Par ailleurs, l'espace principal où se déroule le trafic humain touchant les Érythréens se situe au Nord du Sinaï. C'est une des régions les plus pauvres de la péninsule. Il semble en effet probable que les raisons du développement de ce trafic humain se trouvent également dans la situation de pauvreté et de sous-développement dans laquelle se trouve le Sinaï aujourd'hui.

Cette pauvreté s'explique en partie par la marginalisation économique dont est victime la population. Le Sinaï est considéré comme un espace secondaire par le pouvoir central égyptien, et sa population bédouine, pourtant majoritaire dans la péninsule, est considérée comme des citoyens de seconde zone.

Le Caire a échoué dans la mise en place de plusieurs plans de développement économique et social dans la région au Sinaï. Pourtant, des projets prometteurs ont été menés. C'est le cas notamment dans le Sud de la péninsule, avec le développement de grandes stations balnéaires. Le secteur touristique constitue à ce jour un des seuls atouts économiques bénéfique à la péninsule. Cependant, les personnes travaillant dans ce secteur touristique ne sont pas des locaux mais des migrants du delta du Nil.

Les populations du Nord du Sinaï se considèrent ainsi discriminées du fait d'une mauvaise redistribution des revenus du secteur touristique du Sud et parce qu'elles sont défavorisées dans l'accès au marché de l'emploi. Au final, l'argent généré par l'économie de la péninsule ne semble pas profiter aux populations bédouines du Sinaï. Le sentiment d'injustice se développe donc fortement entre les différentes régions de la péninsule. En plus de ces difficultés économiques, plusieurs zones pauvres du Sinaï se retrouvent aussi livrées à des gangs bédouins qui luttent entre eux pour prendre le contrôle des trafics d'armes, de drogues et de marchandises de la région.

Ces différents facteurs permettent donc d'expliquer d'une certaine manière le développement de trafics par les Bédouins, et notamment du trafic d'êtres humains, dans des espaces de non-droit, désertiques et marginalisés. Dans une interview à RFI Afrique, Cécile Allegra, journaliste ayant enquêté sur ce trafic, relate le témoignage cynique de deux tortionnaires¹⁵ :

« Vous comprenez, ici c'est un no man's land. On a fait de nous une zone tampon, puis on nous a dit, on vous donne une maison, on vous donne un bout de désert et vous vous débrouillez. Vous vivez là. Comment voulez-vous qu'on survive ? On fait ce qu'on peut, donc on fait du trafic, donc du trafic d'êtres humains comme on pourrait faire du trafic de lait concentré, ou du trafic d'armes, de drogue. On fait ce type de trafic parce qu'on n'a pas le choix. »

VIDE SECURITAIRE ET RADICALISATION RELIGIEUSE

Cette discrimination et stigmatisation systématiques et les injustices économiques dont sont victimes les populations bédouines de la péninsule peuvent aussi expliquer les troubles sécuritaires et le processus de radicalisation idéologique dans lequel se sont engagés de nombreux Bédouins du Sinaï.

La situation s'est particulièrement dégradée depuis une dizaine d'années, et plus particulièrement depuis les révoltes arabes de 2011. En effet, depuis la chute de l'ancien président Hosni Moubarak, la péninsule du Sinaï connaît une instabilité croissante. La situation au Sinaï est en effet préoccupante compte tenu du développement de nombreux groupes djihadistes, mais aussi par le désir des trafiquants de protéger leurs biens¹⁶.

¹⁵ Lattier Anthony, « Le Sinaï, terre de torture des migrants de la Corne de l'Afrique », *RFI Afrique* (en ligne), 09/11/2014, consulté le 16/08/2016, <http://www.rfi.fr/afrique/20141109-migrants-corne-afrique-plus-plus-exposes-torture>

¹⁶ Sallon Hélène, « Le Sinaï au bord du chaos », *Le Monde* (en ligne), 28/08/2013, consulté le 17/08/2016, http://www.lemonde.fr/international/article/2013/08/28/le-sinai-au-bord-du-chaos_3467429_3210.html

Mais l'éviction par l'armée du nouveau président Mohammed Morsi issu de la confrérie des Frères Musulmans en 2013 a accentué ce regain de violence. Les groupes djihadistes ont profité d'une certaine absence de l'armée pour se développer, car elle était davantage occupée à reprendre le pouvoir et à combattre les Frères Musulmans.

Bien que des groupuscules islamistes radicaux soient installés depuis 2005 dans le Sinaï, c'est au cours de l'année 2014 que l'Égypte prend réellement conscience de l'existence d'un problème salafiste djihadiste dans la région. Plusieurs stations balnéaires du Sud de la péninsule ont été la cible d'attentats terroristes ayant fait plusieurs morts parmi les touristes. Les forces armées égyptiennes ont également été visées au cours de nombreuses autres attaques.

Depuis 2011, près d'un millier de combattants terroristes se seraient installés dans la péninsule, ils seraient 1 200 aujourd'hui¹⁷. Ils ont profité du vide sécuritaire et de la zone de non-droit que représentait le Sinaï pour s'y implanter et développer leurs activités. Plusieurs noms d'organisations terroristes reviennent, comme « Ansar Beit Al-Maqdess » (ABM), très active en 2013, ou bien comme « Province du Sinaï », apparue en 2011 en Égypte suite au désordre post-révolutionnaire. Cette dernière a fait allégeance à l'État islamique en novembre 2014.

Suite à plusieurs attentats, une féroce répression, parfois arbitraire, s'est abattue sur le Sinaï de la part des forces armées égyptiennes. Cela a permis de rétablir le calme et la sécurité un certain temps. Le trafic d'Érythréens s'est également affaibli à ce moment-là. Mais dans le même temps, cela a eu des conséquences désastreuses. Le rejet de l'autorité de l'État semble encore plus fort qu'auparavant. Cette gestion répressive du problème terroriste a davantage provoqué un regain de tensions et une augmentation du phénomène de radicalisation dans la péninsule. Cela risque donc de donner peu de résultats à l'avenir et, au contraire, augmenter la détermination à lutter contre le pouvoir égyptien.

Par ailleurs, comme nous avons pu l'évoquer précédemment, le Sinaï est difficilement contrôlable dans sa totalité du fait de sa typographie et de certaines zones de non-droit. Malgré le regain de violence de ces derniers temps et la présence plus importante de forces armées, certains espaces restent peu surveillés. Le contrôle de certaines zones semble donc limité, bien qu'elles soient le lieu de tous les trafics (armes, drogues, humains, etc.). C'est d'autant plus le cas que les forces armées sont désormais davantage préoccupées par les groupes djihadistes.

¹⁷ Guénard Marion, « Égypte : les djihadistes prolifèrent dans le Sinaï », *Le Figaro* (en ligne), 19/03/2012, consulté le 17/08/2016, <http://www.lefigaro.fr/international/2012/03/19/01003-20120319ARTFIG00687-egypte-les-djihadistes-prolifere-dans-le-sinai.php>

Au final, un certain cercle vicieux s'est installé. Le développement d'une zone de non-droit et de groupes djihadistes entraîne en effet un certain vide sécuritaire de la part du pouvoir central, profitable également aux Bédouins qui exercent leurs trafics en toute impunité.

La situation dans le Sinai (août 2013)



Source : Le Monde, Infographie « La situation dans le Sinai (août 2013) », publié le 17/02/2014 - http://www.lemonde.fr/international/infographie/2014/02/17/la-situation-dans-le-sinai-aout-2013_4368053_3210.html

|| CONCLUSION

Les racines de l'insécurité dans le Sinaï seraient à rechercher en grande partie dans les difficultés socio-économiques de sa population, majoritairement bédouine. L'Égypte n'a pas pour le moment réussi à développer la péninsule, malgré des projets touristiques prometteurs dans le Sud. Ce sont ces mêmes difficultés socio-économiques, couplées à des mesures discriminantes et stigmatisantes, qui ont notamment conduit une partie des Bédouins à se lancer dans le sordide et violent trafic d'Érythréens. Ces derniers sont considérés comme une manne financière facile pour certains Bédouins, qui n'hésitent pas à tomber dans une cruauté des plus profondes pour développer leur trafic. Malgré des données et des témoignages difficiles à obtenir, et bien que le phénomène semble s'être affaibli depuis quelques mois, cette traite humaine continue de sévir et constitue à ce jour une tragédie humanitaire sans précédent.

Bien entendu, le vide sécuritaire engendré par la présence djihadiste et par l'abandon Sinaï par le pouvoir central égyptien ont facilité le développement de ce trafic. L'Égypte, mais aussi Israël et la communauté internationale en général, sont de plus en plus préoccupés par la situation sécuritaire du Sinaï. La péninsule est désormais la scène régulière de nombreux attentats terroristes. Le Sinaï apparaît aujourd'hui comme un « sanctuaire djihadiste » d'après le langage diplomatique¹⁸. Les groupes terroristes y recrutent beaucoup. Les nouveaux arrivants sont des djihadistes radicalisés de l'étranger, provenant notamment de Syrie et d'Afghanistan, mais aussi des individus principalement issus de la population marginalisée et des tribus bédouines de la péninsule, pour qui la violence apparaît comme une solution alternative aux identités nationales décomposées.

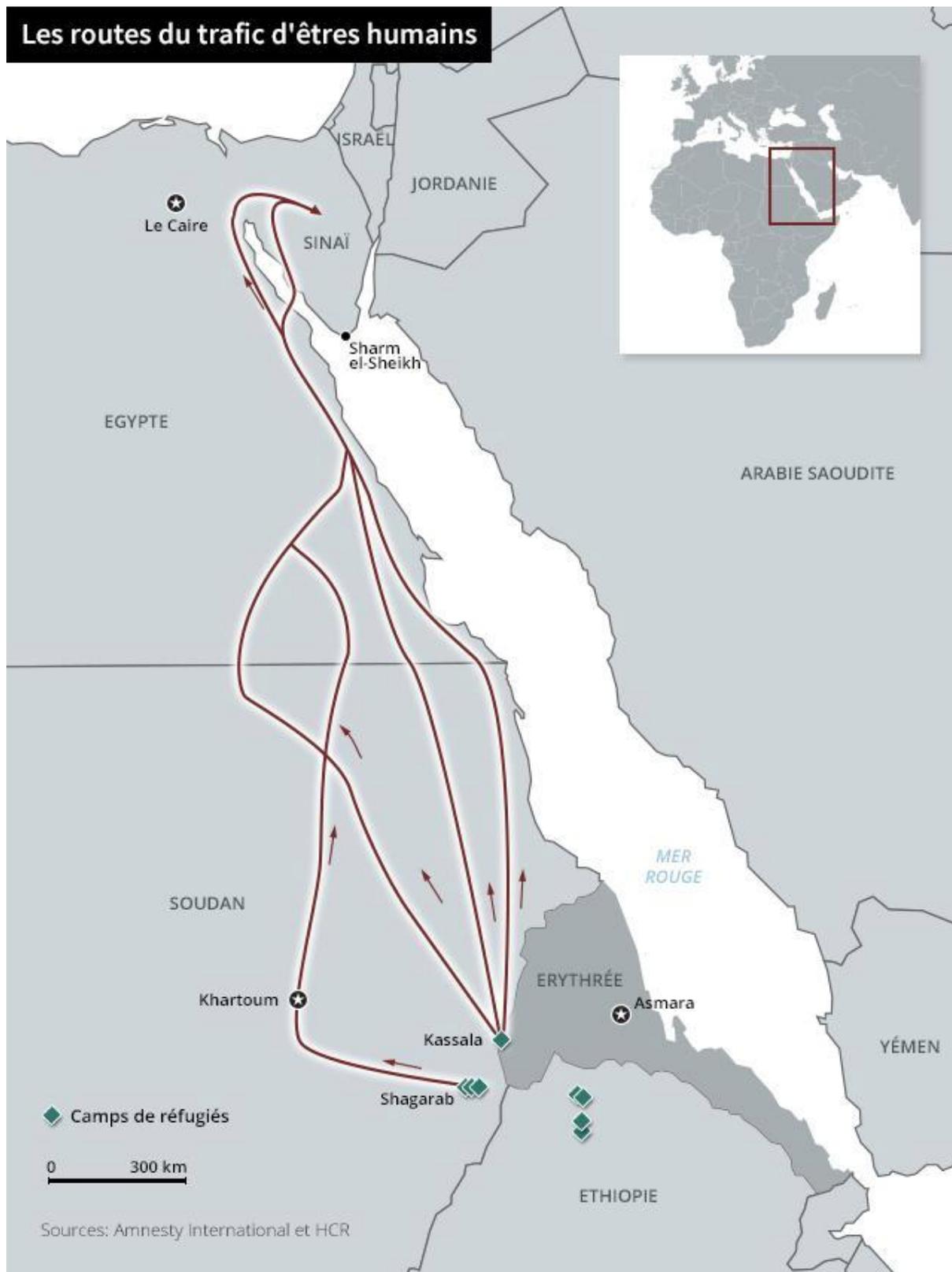
Au fil des années, le Sinaï échappe donc lentement à l'autorité du pouvoir central égyptien, qui n'avait jamais été très présent dans la région. En somme, l'exclusion de la péninsule du Sinaï du projet national égyptien contribue à alimenter les rangs des combattants de l'islamisme radical mais également des tortionnaires du Sinaï. Ses habitants sont attirés par un cadre idéologique ou par de l'argent facile, nourris depuis longtemps par la misère économique et sociale.

¹⁸ Sand Ivan, « La place du Sinaï au sein des rivalités en Égypte (2011 – 2013) », *Confluences Méditerranées* 2014/4, n°91, p.143 – 163

ANNEXES

Carte du Sinai





Sources : Amnesty international et UNHCR

Carte publiée sur *Swissinfo.ch* le 21/09/2014 : http://www.swissinfo.ch/fre/erythr%C3%A9ens-enlev%C3%A9s-dans-le-sina%C3%AF_un-traffic-d-%C3%AAtres-humains-qui-rapporte-des-millions/40742136

BIBLIOGRAPHIE

RAPPORTS ONG

AMNESTY INTERNATIONAL, « Egypt/Sudan : Refugees and asylum seekers face brutal treatment, kidnapping for ransom, and human trafficking », *Amnesty International Publications*, 2013, 22p. – Disponible sur : <https://www.amnestyusa.org/sites/default/files/afr040012013en.pdf>

HUMAN RIGHTS WATCH, « Egypt/Sudan: Traffickers Who Torture », 11/02/2014, consulté le 18/08/2016, <https://www.hrw.org/news/2014/02/11/egypt/sudan-traffickers-who-torture>

HUMAN RIGHTS WATCH, « “I Wanted to Lie Down and Die” : Trafficking and Torture of Eritreans in Sudan and Egypt », Février 2014, 89p. – Disponible sur : <https://www.hrw.org/report/2014/02/11/i-wanted-lie-down-and-die/trafficking-and-torture-eritreans-sudan-and-egypt>

ARTICLES & OUVRAGES

ACLIMANDOS Tewfiq, « A qui est le Sinaï ? », *Outre-Terre* 2015/3, n°44, p.128-136

ALEXANDRANI Ismaël, « Au Sinaï, une “sale guerre” qui ne dit pas son nom », *Le Monde Diplomatique* (en ligne), septembre 2014, consulté le 18/08/2016, <http://www.monde-diplomatique.fr/2014/09/ALEXANDRANI/50786>

ANTEBY-YEMINI Lise, « Les demandeurs d'asile subsahariens en Israël », *Hommes et migrations*, 1304 (2013), p.67-74.

ALLEGRA Cécile, DELOGET Delphine, « Voyage en Barbarie, sur la piste des réfugiés du Sinaï », *Le Monde* (en ligne), 2014, http://www.lemonde.fr/afrique/visuel/2014/10/13/voyage-en-barbarie-dans-le-desert-du-sinaï_4501271_3212.html

BAIRD Théodore, « Trafic d'êtres humains et torture au Sinaï », *Revue Quart Monde*, Esclavage d'hier et d'aujourd'hui, 2015, <http://www.editionsquartmonde.org/rqm/document.php?id=6093>

BILLION Didier, « Égypte : le cocktail explosif de la répression politique et du terrorisme », *IRIS* (en ligne), 22/07/2015, consulté le 16/08/2016, <http://www.iris-france.org/62061-egypte-le-cocktail-explosif-de-la-repression-politique-et-du-terrorisme/>

DE CAZENOVE Baptiste, « Sinaï, le désert des tortures », *Libération* (en ligne), 10/01/2014, consulté le 17/08/2016, http://www.liberation.fr/planete/2014/01/10/sinaï-le-desert-des-tortures_971955

DE DOUHET Marie, « Le Sinaï, tombeau des migrants vers Israël », *Le Point* (en ligne), 30/08/2014, consulté le 16/08/2016, http://www.lepoint.fr/monde/camps-de-torture-et-trafic-d-êtres-humains-dans-le-sinaï-30-08-2012-1500838_24.php

ESTEFANOS Meron, « Bedouin Rashaida: The Human Traffickers in North-East Africa », *Asmarino Independant* (en ligne), 09/03/2011, consulté le 24/08/2016, <http://asmarino.com/articles/958-eritrea-bedouin-rashaida-the-human-traffickers-%20in-north-east-africa>

EVANNO Séverine, « Égypte, Sinaï, Libye, Israël : les routes sanglantes des migrations », *Orient XXI* (en ligne), 17/10/2013, consulté le 19/08/2016, <http://orientxxi.info/magazine/egypte-sinaï-libye-israel-les-routes-sanglantes-des-migrations.0388>

GOUËSET Catherine, « Égypte : le Sinaï à la dérive », *L'Express* (en ligne), 01/07/2015, consulté le 17/08/2016, http://www.lexpress.fr/actualite/monde/proche-moyen-orient/egypte-le-sinaï-a-la-derive_1695343.html

GUENARD Marion, « Égypte : les djihadistes prolifèrent dans le Sinaï », *Le Figaro* (en ligne), 19/03/2012, consulté le 17/08/2016, <http://www.lefigaro.fr/international/2012/03/19/01003-20120319ARTFIG00687-egypte-les-djihadistes-prolifere-dans-le-sinaï.php>

KOSTRZ Marine, « Le Sinaï, épine dans le pied de l'Égypte », *Le Monde Diplomatique* (en ligne), février 2012, consulté le 17/08/2016, <https://www.monde-diplomatique.fr/2012/02/KOSTRZ/47319>

LAGARDE David, « Trafic d'êtres humains entre le Soudan et le Sinaï », *Le Huffington Post* (en ligne), 15/05/2012, consulté le 16/08/2016, http://www.huffingtonpost.fr/david-lagarde/soudan-sinaï-egypte-erythree-traffic-etre-humains_b_1518023.html

LATTIER Anthony, « Le Sinaï, terre de torture des migrants de la Corne de l'Afrique », *RFI Afrique* (en ligne), 09/11/2014, consulté le 16/08/2016, <http://www.rfi.fr/afrique/20141109-migrants-corne-afrique-plus-plus-exposes-torture>

NIVAIGNE Marie-Caroline, « Des milliers d'Érythréens sur le chemin de l'exode », *Impact Magazine* (en ligne), 19/03/2015, consulté le 17/08/2016, <http://www.impactmagazine.fr/vaste-traffic-detres-humains-au-sinaï-les-erythreens-premieres-victimes/>

SAND Ivan, « La place du Sinaï au sein des rivalités en Égypte (2011 – 2013) », *Confluences Méditerranées* 2014/4, n°91, p.143 – 163

SAND Ivan, « Relations internationale 01/2014 – Rapprochement entre l'Égypte et Israël sur la question du Sinaï ? », *DiploWeb* (en ligne), 02/01/2014, consulté le 18/08/2016, <http://www.diploweb.com/Relations-internationales-01-2014.html>

SALLON Hélène, « Le Sinaï au bord du chaos », *Le Monde* (en ligne), 28/08/2013, consulté le 17/08/2016, http://www.lemonde.fr/international/article/2013/08/28/le-sinaï-au-bord-du-chaos_3467429_3210.html

VAN REISEN Mirjam, ESTEFANOS Meron, RIJKEN Conny, *Human Trafficking in the Sinai : Refugees between Life and Death*, Bruxelles, Susan Sellars-Shrestha, Octobre 2012, 134 p.

ZERROUKY Hassane, « Le Sinaï, zone de non-droit du Moyen-Orient ? », *L'Humanité* (en ligne), 27/10/2014, consulté le 19/08/2016, <http://www.humanite.fr/le-sinaï-zone-de-non-droit-du-moyen-orient-555786>